



Ministère des Finances
Canada

Department of Finance
Canada

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Résultats financiers d'octobre 2025

Canada

©Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre des Finances et du Revenu national, 2025
Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document
en tout ou en partie doit être adressée au
ministère des Finances Canada.

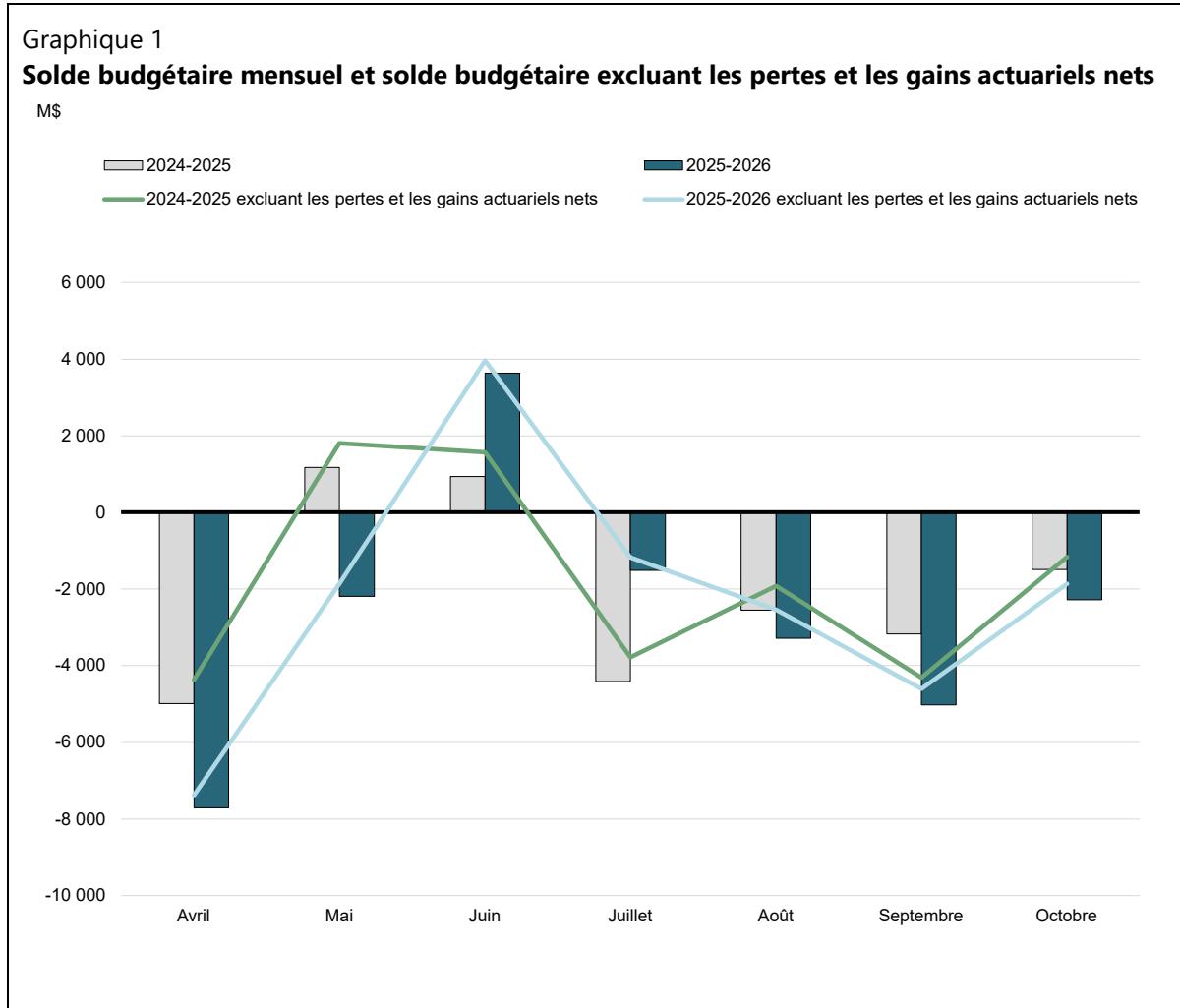
This publication is also available in English.

No de cat. F12-4F-PDF
ISSN 1487-0142

Faits saillants

Octobre 2025

Le mois d'octobre 2025 s'est soldé par un déficit budgétaire de 2,3 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 1,5 milliard de dollars en octobre 2024. Le déficit budgétaire avant les pertes et les gains actuariels nets se chiffrait à 1,9 milliard de dollars, comparativement à un déficit de 1,2 milliard de dollars pour la même période en 2024-2025. Le solde budgétaire avant les pertes et les gains actuariels nets a pour but de compléter le solde budgétaire traditionnel afin de rendre les rapports financiers du gouvernement plus transparents, en isolant l'incidence de l'amortissement des pertes et des gains actuariels nets découlant de la réévaluation des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés du gouvernement.



Comparativement à octobre 2024 :

- Les revenus ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (1,4 %), ce qui s'explique par des augmentations dans la plupart des catégories de revenus, compensées en partie par une diminution des produits issus de la tarification de la pollution à retourner aux particuliers.
- Les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes ont augmenté de 1,2 milliard de dollars (3,1 %), sous l'effet de la hausse des charges de programmes directes, compensée en partie par l'élimination progressive de la Remise canadienne sur le carbone pour les particuliers.
- Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (2,1 %), sous l'effet de la hausse des taux effectifs moyens et de l'encours des obligations négociables, compensée en grande partie par la baisse des taux d'intérêt sur les bons du Trésor.
- Les pertes actuarielles nettes ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (23,9 %) en raison de l'amortissement des pertes découlant des évaluations actuarielles des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés du gouvernement préparées pour les *Comptes publics du Canada 2025*, compensé en partie par la fin de l'amortissement de certaines pertes actuarielles nettes d'exercices antérieurs.

Avril à octobre 2025

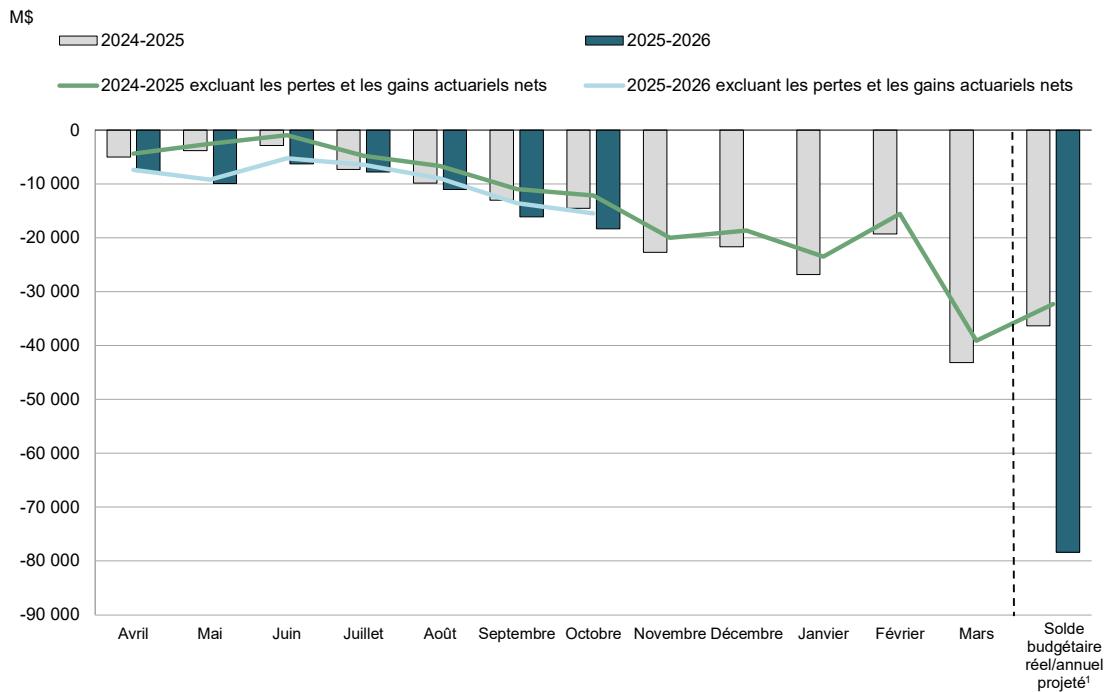
Le gouvernement a affiché un déficit budgétaire de 18,4 milliards de dollars pour la période d'avril à octobre de l'exercice 2025-2026, par rapport à un déficit de 14,5 milliards de dollars pour la même période de 2024-2025. Le déficit budgétaire avant les pertes actuarielles nettes s'établissait à 15,5 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 12,2 milliards de dollars pour la période d'avril à octobre de 2024-2025.

Comparativement à 2024-2025 :

- Les revenus ont augmenté de 6,4 milliards de dollars (2,3 %), ce qui s'explique par l'augmentation des droits de douane à l'importation découlant des contre-mesures imposées en réponse aux droits de douane américains, ainsi que par l'augmentation des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés et des particuliers. Ces hausses ont été compensées en partie par une diminution des produits issus de la tarification de la pollution à retourner aux particuliers et par une baisse des revenus tirés de la taxe sur les produits et services (TPS).
- Les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes ont augmenté de 10,2 milliards de dollars (4,0 %), sous l'effet de l'augmentation des charges de programmes directes, des principaux transferts aux particuliers et des principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités, compensée en partie par l'élimination progressive de la Remise canadienne sur le carbone pour les particuliers.
- Les frais de la dette publique ont diminué de 0,5 milliard de dollars (1,6 %), sous l'effet de la baisse des taux d'intérêt à court terme sur les bons du Trésor et des intérêts nets sur les opérations de swap de devises, qui a été compensée en partie par l'augmentation des taux effectifs moyens et de l'encours des obligations négociables.
- Les pertes actuarielles nettes ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (23,9 %), en raison de l'amortissement des pertes découlant des évaluations actuarielles des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés du gouvernement au 31 mars 2025, compensé en partie par la fin de l'amortissement de certaines pertes actuarielles nettes d'exercices antérieurs.

Graphique 2

Solde budgétaire cumulatif de l'exercice et solde budgétaire cumulatif excluant les pertes et les gains actuariels nets



¹Sources : *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada de 2024-2025; budget de 2025*

Tableau 1

État sommaire des opérations

M\$

	Octobre		Avril à octobre	
	2024	2025	2024-2025	2025-2026
Opérations budgétaires				
Revenus	40 989	41 543	273 399	279 769
Charges				
Charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes	-37 867	-39 036	-253 092	-263 283
Frais de la dette publique	-4 280	-4 370	-32 466	-31 950
Solde budgétaire excluant les pertes actuarielles nettes	-1 158	-1 863	-12 159	-15 464
Pertes actuarielles nettes	-335	-415	-2 345	-2 905
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-1 493	-2 278	-14 504	-18 369
Opérations non budgétaires	-3 352	-7 163	-53 739	-46 264
Ressources ou besoins financiers	-4 845	-9 441	-68 243	-64 633
Variation nette dans les activités de financement	4 274	20 287	40 790	78 095
Variation nette de la trésorerie	-571	10 846	-27 453	13 462
Trésorerie à la fin de la période			39 203	59 603

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Revenus

Au total, les revenus en octobre 2025 se sont élevés à 41,5 milliards de dollars, soit une hausse de 0,6 milliard de dollars (1,4 %) par rapport à octobre 2024.

- Les revenus fiscaux ont augmenté de 1,4 milliard de dollars (4,1 %), comparativement à la même période en 2024-2025, ce qui est attribuable à des augmentations dans la plupart des catégories de revenus.
- Les produits issus de la tarification de la pollution à retourner aux particuliers ont diminué de 1,0 milliard de dollars (99,4 %), ce qui est attribuable à la fin de l'application de la redevance fédérale sur les combustibles à compter du 1^{er} avril 2025.
- Les revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (5,8 %), ce qui s'explique par une augmentation du nombre de personnes en emploi.
- Les autres revenus ont connu une hausse de 10 millions de dollars (0,2 %).

Les revenus pour la période d'avril à octobre de l'exercice 2025-2026 se sont élevés à 279,8 milliards de dollars, soit une hausse de 6,4 milliards de dollars (2,3 %) par rapport à la même période en 2024-2025.

- Les revenus fiscaux ont augmenté de 11,5 milliards de dollars (5,2 %), comparativement à la même période en 2024-2025, ce qui s'explique par la hausse des droits de douane à l'importation et des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés et des particuliers, compensée en partie par une baisse des revenus tirés de la TPS. L'augmentation des droits de douane à l'importation découle des contre-mesures imposées en réponse aux droits de douane américains.
- Les produits issus de la tarification de la pollution à retourner aux particuliers ont diminué de 7,0 milliards de dollars (102,8 %), ce qui est attribuable à la fin de l'application de la redevance fédérale sur les combustibles.
- Les revenus des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,9 milliard de dollars (5,4 %), sous l'effet d'une augmentation du nombre de personnes en emploi.
- Les autres revenus ont augmenté de 0,9 milliard de dollars (3,4 %), sous l'effet de différents facteurs, notamment la hausse des revenus des sociétés d'État entreprises, des différences d'une année à l'autre dans le calendrier des revenus et l'augmentation des revenus extracôtiers, compensées en partie par la baisse des revenus d'intérêts et de pénalités.

Tableau 2

Revenus

	Octobre			Avril à octobre		
	2024	2025	Variation	2024-2025	2025-2026	Variation
	(M\$)	(%)		(M\$)	(%)	
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Particuliers	17 829	17 960	0,7	123 185	125 939	2,2
Sociétés	8 067	8 516	5,6	46 705	52 563	12,5
Non-résidents	1 392	1 296	-6,9	7 896	7 519	-4,8
Total des rentrées d'impôt sur le revenu	27 288	27 772	1,8	177 786	186 021	4,6
Autres taxes et droits						
Taxe sur les produits et services	5 553	6 052	9,0	33 866	32 964	-2,7
Taxes sur l'énergie	422	502	19,0	3 290	3 305	0,5
Droits de douane à l'importation	404	660	63,4	3 106	7 198	131,7
Autres taxes, taxes d'accise et droits d'accise	482	566	17,4	4 247	4 287	0,9
Total des autres taxes et droits	6 861	7 780	13,4	44 509	47 754	7,3
Total des revenus fiscaux	34 149	35 552	4,1	222 295	233 775	5,2
Produits issus de la tarification de la pollution à retourner aux particuliers	969	6	-99,4	6 769	-188	-102,8
Cotisations d'assurance-emploi	1 788	1 892	5,8	17 554	18 495	5,4
Autres revenus	4 083	4 093	0,2	26 781	27 687	3,4
Total des revenus	40 989	41 543	1,4	273 399	279 769	2,3

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Charges

Pour le mois d'octobre 2025, les charges de programmes excluant les gains et les pertes actuariels nets se sont élevées à 39,0 milliards de dollars, soit une hausse de 1,2 milliard de dollars (3,1 %) par rapport à octobre 2024.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi, le soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs ainsi que les prestations pour enfants, ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (1,8 %).
 - Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (2,1 %).
 - Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 0,1 milliard de dollars (6,7 %), principalement en raison du calendrier des paiements versés aux provinces et aux territoires au titre des ententes sur le développement du marché du travail, compensé en partie par le taux de chômage plus élevé en octobre de cette année.
 - Le soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs a augmenté de 0,1 milliard de dollars (169,7 %), ce qui est attribuable à une baisse du montant révisé des prestations et aux révisions effectuées durant l'exercice visant des réévaluations antérieures.
 - Les prestations pour enfants ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (5,6 %), principalement sous l'effet de l'indexation des prestations aux prix à la consommation, qui prend effet le 1^{er} juillet de chaque année.
- Les principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (4,3 %), sous l'effet principalement des hausses prévues par la loi pour le Transfert canadien en matière de santé, le Transfert canadien en matière de programmes sociaux, les transferts au titre de la péréquation et les transferts aux territoires.
- Les produits issus de la tarification de la pollution retournés aux particuliers ont diminué de 2,8 milliards de dollars (97,4 %), en raison de l'élimination progressive de la Remise canadienne sur le carbone. Compte tenu de l'élimination de la redevance fédérale sur les combustibles à compter du 1^{er} avril 2025, les paiements de remise ont progressivement pris fin, et la plupart des derniers paiements ont été versés au printemps et à l'été 2025.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 3,4 milliards de dollars (21,2 %). Parmi les charges de programmes directes :
 - Les autres paiements de transfert ont augmenté de 2,3 milliards de dollars (39,4 %), ce qui s'explique en grande partie par la hausse des paiements de transfert en lien avec les peuples autochtones, la défense et les initiatives en matière de logement, attribuable en partie aux différences d'une année à l'autre dans le calendrier des versements.
 - Les charges de fonctionnement des ministères, des organismes, des sociétés d'État consolidées et des autres entités du gouvernement ont augmenté de 1,2 milliard de dollars (11,1 %), principalement sous l'effet d'une hausse des coûts du personnel ainsi que des intérêts et des charges pour créances irrécouvrables relativement aux impôts.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (2,1 %), sous l'effet d'une hausse des taux effectifs moyens et de l'encours des obligations négociables, compensée en grande partie par la baisse des taux d'intérêt sur les bons du Trésor.

Les gains et les pertes actuariels nets, qui représentent l'amortissement des changements à la valeur des obligations du gouvernement au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés accumulés au cours des exercices antérieurs et les actifs connexes, ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (23,9 %), ce qui s'explique en grande partie par l'amortissement des pertes découlant des évaluations actuarielles préparées pour les *Comptes publics du Canada 2025* et la fin de l'amortissement de certaines pertes actuarielles nettes d'exercices antérieurs.

Pour la période d'avril à octobre de l'exercice 2025-2026, les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes se sont élevées à 263,3 milliards de dollars, soit une hausse de 10,2 milliards de dollars (4,0 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 4,3 milliards de dollars (5,7 %).
 - Les prestations aux aînés ont augmenté de 1,0 milliard de dollars (2,2 %), en raison principalement de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées.
 - Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 2,1 milliards de dollars (15,8 %), principalement en raison du taux de chômage plus élevé pendant cette période par rapport à l'année précédente.
 - Le soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs a augmenté de 0,4 milliard de dollars (115,9 %), ce qui est attribuable à une baisse du montant révisé des prestations et aux révisions effectuées durant l'exercice visant des réévaluations antérieures.
 - Les prestations pour enfants ont augmenté de 0,8 milliard de dollars (4,8 %), principalement sous l'effet de l'indexation des prestations aux prix à la consommation.
- Les principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités ont augmenté de 3,4 milliards de dollars (5,7 %), principalement sous l'effet des hausses prévues par la loi au titre du Transfert canadien en matière de santé, du Transfert canadien en matière de programmes sociaux, des transferts au titre de la péréquation et des transferts aux territoires, de même que des paiements cumulatifs supérieurs au titre du système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants et des accords de santé.
- Les produits issus de la tarification de la pollution retournés aux particuliers ont diminué de 6,1 milliards de dollars (69,0 %), principalement sous l'effet de l'élimination structurelle progressive de la Remise canadienne sur le carbone à la suite de l'élimination de la redevance fédérale sur les combustibles.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 8,5 milliards de dollars (7,8 %). Parmi les charges de programmes directes :
 - Les autres paiements de transfert ont augmenté de 3,2 milliards de dollars (7,6 %), ce qui s'explique par différents facteurs, notamment la mise en place de paiements de transfert au titre du Régime canadien de soins dentaires, la hausse des contributions au titre de la défense ainsi que des différences d'une année à l'autre dans le calendrier des versements.
 - Les charges de fonctionnement des ministères, des organismes, des sociétés d'État consolidées et des autres entités du gouvernement ont augmenté de 5,4 milliards de dollars (8,0 %), principalement en raison d'une hausse des coûts du personnel, des charges au titre de la défense, des intérêts et des charges pour créances irrécouvrables relativement aux impôts, ainsi que des charges des sociétés d'État.

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,5 milliard de dollars (1,6 %), sous l'effet d'une baisse des taux d'intérêt à court terme sur les bons du Trésor et des intérêts nets sur les opérations de swap de devises, compensée en partie par l'augmentation des taux effectifs moyens et de l'encours des obligations négociables.

Les pertes actuarielles nettes ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (23,9 %), en raison de l'amortissement des pertes découlant des évaluations actuarielles à jour des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés du gouvernement au 31 mars 2025, compensé en partie par la fin de l'amortissement de certaines pertes actuarielles nettes d'exercices antérieurs.

Tableau 3

Charges

	Octobre			Avril à octobre		
	2024	2025	Variation	2024-	2025-	Variation
				2025	2026	
	(M\$)	(%)		(M\$)	(%)	
Principaux transferts aux particuliers						
Prestations aux aînés	6 818	6 960	2,1	46 573	47 577	2,2
Prestations d'assurance-emploi	1 946	1 816	-6,7	13 428	15 551	15,8
Soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs ¹	-33	23	169,7	-358	57	115,9
Prestations pour enfants	2 439	2 576	5,6	16 383	17 173	4,8
Total des principaux transferts aux particuliers	11 170	11 375	1,8	76 026	80 358	5,7
Principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités						
Transfert canadien en matière de santé	4 340	4 557	5,0	30 380	31 899	5,0
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 409	1 451	3,0	9 863	10 159	3,0
Péréquation	2 104	2 181	3,7	14 731	15 266	3,6
Formule de financement des territoires	351	373	6,3	3 405	3 623	6,4
Système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants	3	-	-100,0	2 018	2 416	19,7
Fonds pour le développement des collectivités du Canada	-	-	s.o.	1 175	1 243	5,8
Accords en matière de santé avec les provinces et territoires ²	-	-	s.o.	2 250	2 456	9,2
Autres arrangements fiscaux ³	-638	-668	-4,7	-4 582	-4 453	2,8
Total des principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités	7 569	7 894	4,3	59 240	62 609	5,7
Produits issus de la tarification de la pollution retournés aux particuliers						
	2 882	76	-97,4	8 778	2 723	-69,0
Charges de programmes directes						
Autres paiements de transfert	5 809	8 095	39,4	42 158	45 352	7,6
Charges de fonctionnement	10 437	11 596	11,1	66 890	72 241	8,0
Total des charges de programmes directes	16 246	19 691	21,2	109 048	117 593	7,8
Total des charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes						
	37 867	39 036	3,1	253 092	263 283	4,0
Frais de la dette publique						
	4 280	4 370	2,1	32 466	31 950	-1,6
Total des charges excluant les pertes actuarielles nettes						
	42 147	43 406	3,0	285 558	295 233	3,4
Pertes actuarielles nettes						
	335	415	23,9	2 345	2 905	23,9
Total des charges						
	42 482	43 821	3,2	287 903	298 138	3,6

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

¹ Le soutien au revenu à la COVID-19 pour les travailleurs inclut la Prestation canadienne d'urgence, la Prestation canadienne de la relance économique, la Prestation canadienne de relance économique pour proches aidants, la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique et la Prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement.

² Les accords de santé avec les provinces et territoires incluent les accords bilatéraux relatifs au plan *Travailler ensemble* et les accords bilatéraux pour *Vieillir dans la dignité*. Les fonds restants au titre des accords bilatéraux sur les services de soins à domicile, de soins communautaires, de soins en santé mentale et de traitement contre la toxicomanie ont été intégrés dans ces accords.

³ Les autres arrangements fiscaux comprennent : l'abattement du Québec (recouvrement ayant trait aux allocations pour les jeunes et les paiements de remplacement pour les programmes permanents), qui représente les sommes recouvrées du Québec à l'égard d'un transfert de points d'impôt, les subventions législatives et d'autres éléments.

Le tableau suivant présente les charges totales selon les principaux articles de charges.

Tableau 4

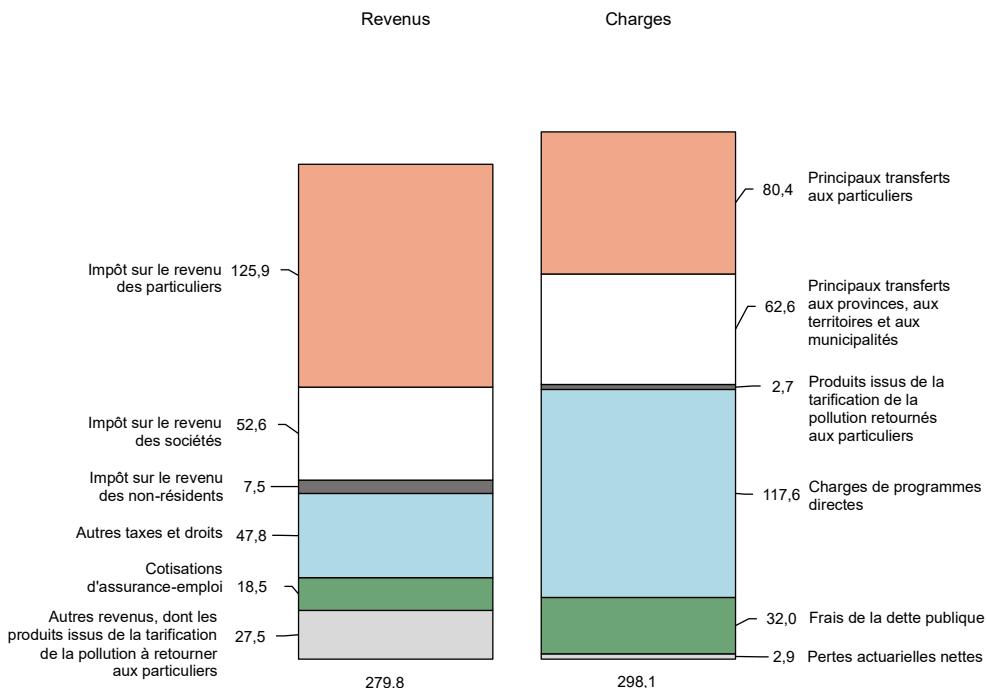
Total des charges, par article de charges

	Octobre			Avril à octobre		
	2024	2025	Variation	2024-	2025-	Variation
				2025	2026	
		(M\$)	(%)		(M\$)	(%)
Paiements de transfert	27 430	27 440	0,0	186 202	191 042	2,6
Autres charges						
Personnel, excluant les pertes actuarielles nettes	6 338	6 874	8,5	41 167	44 306	7,6
Transports et communications	315	315	0,0	1 766	1 828	3,5
Information	42	46	9,5	203	216	6,4
Services professionnels et spéciaux	1 896	2 014	6,2	10 083	10 320	2,4
Location	424	445	5,0	2 699	2 931	8,6
Réparation et entretien	368	406	10,3	1 921	2 028	5,6
Services publics, fournitures et approvisionnements	271	280	3,3	1 801	1 998	10,9
Autres subventions et charges	324	754	132,7	4 076	5 204	27,7
Amortissement des immobilisations corporelles	451	451	0,0	3 112	3 324	6,8
Perte nette sur cession de biens	8	11	37,5	62	86	38,7
Total des autres charges	10 437	11 596	11,1	66 890	72 241	8,0
Total des charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes	37 867	39 036	3,1	253 092	263 283	4,0
Frais de la dette publique	4 280	4 370	2,1	32 466	31 950	-1,6
Total des charges excluant les pertes actuarielles nettes	42 147	43 406	3,0	285 558	295 233	3,4
Pertes actuarielles nettes	335	415	23,9	2 345	2 905	23,9
Total des charges	42 482	43 821	3,2	287 903	298 138	3,6

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Graphique 3
Revenus et charges (d'avril à octobre 2025)

G\$



Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Besoins financiers de 64,6 milliards de dollars d'avril à octobre 2025

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où les revenus sont gagnés et les charges sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées et les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou des besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, dont le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Compte tenu du déficit budgétaire de 18,4 milliards de dollars et des besoins financiers de 46,3 milliards de dollars au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à octobre 2025 s'est soldée par des besoins financiers de 64,6 milliards de dollars, comparativement à des besoins financiers de 68,2 milliards de dollars pour la même période de l'exercice précédent.

Tableau 5

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

M\$

	Octobre		Avril à octobre	
	2024	2025	2024-2025	2025-2026
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-1 493	-2 278	-14 504	-18 369
Opérations non budgétaires				
Créditeurs, charges à payer et débiteurs	-2 874	338	-22 628	-13 876
Régimes de retraite, autres avantages futurs et autres passifs	533	836	4 311	6 437
Comptes de changes et produits dérivés	1 876	-4 121	-5 839	563
Prêts, placements et avances	-2 214	-2 021	-25 668	-32 644
Actifs non financiers	-673	-2 195	-3 915	-6 744
Total des opérations non budgétaires	-3 352	-7 163	-53 739	-46 264
Ressources ou besoins financiers	-4 845	-9 441	-68 243	-64 633

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Activités nettes de financement en hausse de 78,1 milliards de dollars

Le gouvernement a couvert ces besoins financiers de 64,6 milliards de dollars et augmenté les soldes de trésorerie de 13,5 milliards de dollars en augmentant la dette non échue de 78,1 milliards de dollars.

L'accroissement de la dette non échue a principalement été obtenu par l'émission d'obligations négociables et de bons du Trésor.

À la fin du mois d'octobre 2025, les soldes de trésorerie s'élevaient à 59,6 milliards de dollars, soit 20,4 milliards de dollars de plus qu'à la fin du mois d'octobre 2024.

Tableau 6

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

M\$

	Octobre		Avril à octobre	
	2024	2025	2024-2025	2025-2026
Ressources ou besoins financiers	-4 845	-9 441	-68 243	-64 633
Augmentation (+) ou diminution (-) nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	4 323	17 621	21 272	59 214
Bons du Trésor	1 464	167	14 156	20 789
Total des emprunts en dollars canadiens	5 787	17 788	35 428	80 003
Emprunts en devises	-1 492	2 517	5 529	-2 016
Total des opérations sur la dette contractée sur les marchés	4 295	20 305	40 957	77 987
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	-21	-18	-167	108
Variation nette dans les activités de financement	4 274	20 287	40 790	78 095
Variation de la trésorerie	-571	10 846	-27 453	13 462
Trésorerie à la fin de la période			39 203	59 603

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Dette fédérale

La dette fédérale, ou le déficit accumulé, correspond à l'écart entre le total des passifs et le total des actifs du gouvernement. La variation d'une année sur l'autre du déficit accumulé reflète le solde budgétaire cumulatif auquel s'ajoutent les gains et les pertes de réévaluation.

Les gains et pertes de réévaluation comprennent :

- les changements à la valeur marchande des produits dérivés, comme les accords de swap et les contrats à terme sur devises, auxquels le gouvernement a recours pour gérer les risques financiers;
- certains gains et pertes non réalisés sur instruments financiers et certains gains et pertes actuariels liés aux pensions et autres avantages futurs des employés déclarés par les sociétés d'État consolidées, les sociétés d'État entreprises et les autres entreprises publiques.

Les gains et les pertes de réévaluation ne sont pas pris en compte dans le solde budgétaire, mais sont plutôt imputés directement au déficit accumulé.

Le déficit accumulé a augmenté de 18,4 milliards de dollars entre avril et octobre 2025, en raison du déficit budgétaire de 18,4 milliards de dollars et des pertes de réévaluation nettes de 46 millions de dollars.

Tableau 7

État condensé de l'actif et du passif

M\$

	31 mars 2025	31 octobre 2025	Variation
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	259 725	240 020	-19 705
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	1 169 397	1 228 611	59 214
Bons du Trésor	282 252	303 041	20 789
Total partiel	1 451 649	1 531 652	80 003
Payable en devises	29 557	27 541	-2 016
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	4 681	4 789	108
Total de la dette non échue	1 485 887	1 563 982	78 095
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	162 746	157 152	-5 594
Autres avantages futurs pour les employés et les anciens combattants	213 667	225 741	12 074
Autres passifs	7 031	6 988	-43
Total des régimes de retraite et autres passifs	383 444	389 881	6 437
Total de la dette portant intérêt	1 869 331	1 953 863	84 532
Passif des comptes d'opérations de change	47 697	47 008	-689
Produits dérivés ¹	5 583	3 797	-1 786
Total des passifs	2 182 336	2 244 688	62 352
Actifs financiers			
Trésorerie et créances	281 394	289 027	7 633
Actifs des comptes d'opérations de change	201 362	198 518	-2 844
Produits dérivés ¹	1 752	81	-1 671
Prêts, placements et avances (après déduction des provisions) ²	278 520	312 595	34 075
Actifs des régimes de retraite du secteur public	25 722	25 722	-
Total des actifs financiers	788 750	825 943	37 193
Dette nette	1 393 586	1 418 745	25 159
Actifs non financiers			
Dette fédérale (déficit accumulé)	1 266 484	1 284 899	18 415

Nota : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

¹ Le solde net des actifs et passifs dérivés au 31 octobre 2025 comprend des pertes nettes de réévaluation de 1,5 milliard de dollars provenant du changement à leur valeur marchande pendant la période d'avril à octobre 2025.

² Le montant du 31 octobre 2025 comprend des gains nets de réévaluation de 1,4 milliard de dollars provenant des sociétés d'État entreprises et d'autres entreprises publiques, ainsi que des variations de la juste valeur des placements détenus par les sociétés d'État consolidées, pour la période d'avril à octobre 2025.

Nota

1. *La revue financière* est un rapport sur les résultats financiers consolidés du gouvernement du Canada préparé tous les mois par le ministère des Finances Canada. Le gouvernement est déterminé à publier *La revue financière* en temps opportun conformément aux Normes spéciales de diffusion des données Plus du Fonds monétaire international, qui sont conçues pour promouvoir la transparence des données des pays membres et favoriser le développement de systèmes statistiques rigoureux.
2. Les résultats déclarés dans *La revue financière* sont tirés des comptes du Canada tenus par le receveur général. C'est le même système qui sert à préparer chaque année les Comptes publics du Canada.
3. *La revue financière* est généralement préparée conformément aux conventions comptables servant à préparer les états financiers consolidés annuels du gouvernement, qui sont résumés dans la section 2 du volume I des Comptes publics du Canada accessibles sur le site Web de Services publics et Approvisionnement Canada.
4. Les résultats financiers présentés dans *La revue financière* n'ont pas fait l'objet d'un audit ou d'un examen par un auditeur externe.
5. Il peut y avoir une importante variation des résultats mensuels en raison du calendrier des rentrées et de la constatation des charges. Par exemple, une grande part des dépenses du gouvernement est habituellement consignée dans l'édition de mars de *La revue financière*.
6. Les résultats d'avril à mars présentés dans *La revue financière* ne constituent pas les résultats définitifs pour l'ensemble de l'exercice. Les résultats définitifs, publiés dans les Comptes publics du Canada annuels, intègrent les ajustements de fin d'exercice apportés après le mois de mars, une fois que des renseignements additionnels sont connus, dont la comptabilisation des revenus fiscaux en fonction des cotisations établies à l'égard des déclarations de revenus ainsi que les ajustements relatifs à l'évaluation des actifs et des passifs. Les ajustements apportés après le mois de mars peuvent aussi comprendre la comptabilisation de mesures déjà annoncées dans le budget qui sont consignées une fois que la loi d'exécution pertinente reçoit la sanction royale.
7. Le tableau 7, État condensé de l'actif et du passif, est inclus dans *La revue financière* mensuelle après la mise au point et la publication des résultats financiers du gouvernement de l'exercice précédent, habituellement à l'automne.

Nota – Sauf indication contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Gina Clark à l'adresse suivante : gina.clark@fin.gc.ca.

Décembre 2025